

Dette: alerte sur les dégâts du quoi qu'il en coûte

 [opinion.fr/edition/economie/dette-alerte-degats-quoi-qu-il-en-coute-247223](https://www.opinion.fr/edition/economie/dette-alerte-degats-quoi-qu-il-en-coute-247223)

Raphaël Legendre, *L'Opinion*, 16 juin 2021

16 juin 2021

Premier président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici a remis lundi à Jean Castex et mardi à Emmanuel Macron son rapport sur la stratégie de finances publiques en sortie de crise. Un pendant de la mission Arthuis, qui sera complété la semaine prochaine par le traditionnel rapport de la Cour sur la situation et les perspectives des finances publiques. Le document propose un calendrier de redressement des comptes et quelques réformes qui ont de quoi remettre le feu aux poudres.

La Cour des comptes fait feu de tout bois. D'ici l'automne, pas moins de quatre rapports sur la gestion des finances publiques et l'avenir du pays vont nourrir le débat de la campagne présidentielle. Quelques heures avant le coup d'envoi de France-Allemagne, le premier président de la Cour, Pierre Moscovici, a remis mardi au président de la République le premier tome de cette tétralogie, consacré à la stratégie de finances publiques en sortie de crise. Il sera complété la semaine prochaine par le traditionnel rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques, qui sera lui-même suivi en juillet par un rapport sur l'évolution des dépenses publiques commandé par la commission des finances de l'Assemblée nationale, puis à l'automne par un « bilan et perspectives » sur les réformes structurelles dans le pays.

De quoi imposer le nouvel homme fort de la maison, un an après sa nomination rue Cambon. Dès son arrivée, Pierre Moscovici avait annoncé vouloir faire de la Cour un acteur incontournable de l'évaluation des politiques publiques. Ce premier tir est « un défi et une opportunité », glisse ce dernier. Au-delà des seules questions de finances publiques, il invite l'exécutif à poser dès à présent une stratégie de long terme de sortie de crise, y compris par le biais de quelques réformes difficiles comme celle des retraites. Le message politique important du rapport, qui marque un pas de côté par rapport au discours martelé depuis des mois par Bruno Le Maire, c'est que « nous aurons besoin de croissance en sortie de crise, mais la croissance ne suffira pas, indique le président de la Cour. Il faudra aussi réduire les déficits ».

Ras-le-bol fiscal. Pas question d'augmenter les impôts : le pays est déjà le plus taxé au monde et l'ancien ministre du « ras-le-bol fiscal » sait mieux que quiconque les dégâts d'une imposition excessive sur la reprise économique. « Je prends ma part », reconnaît-il aujourd'hui. Reste le levier de la dépense. En la matière, la France a du grain à moudre. Avant la crise, la puissance publique dépensait environ 200 milliards d'euros de plus que la moyenne des pays voisins comparables (+8,6 points de PIB). Un écart qui s'est « fortement creusé sur la période récente sans que les indicateurs économiques, sociaux, de développement humain ou en termes de qualité des services publics ne permettent de justifier une telle évolution », souligne la Cour.

Pire, les secteurs où l'on diverge le plus de la moyenne européenne – protection sociale, affaires économiques, santé – sont aussi ceux dont les dysfonctionnements créent le plus de mécontentement dans la société. Bref, le « pognon de dingue » ne rend personne heureux et alourdit dangereusement la dette. Alors que faire ?

« Pour infléchir durablement ces tendances, il ne suffit pas de recourir à des mesures de court terme, qui se limiteraient à rogner superficiellement le niveau des dépenses les plus dynamiques ou à raboter de façon indifférenciée les moyens financiers et humains des administrations publiques », indique la Cour. Il faut s'attaquer aux principaux postes de dépenses et comprendre les moteurs de leur dérive afin d'améliorer la qualité de la dépense.

Cinq domaines sont ciblés : les retraites (repousser de deux ans l'âge légal de départ permettrait d'économiser 17 milliards d'euros en rythme de croisière), l'assurance maladie pour renforcer la qualité des soins, la politique de l'emploi pour davantage d'accompagnement, les minima sociaux qui doivent davantage inciter au retour à l'emploi et la politique du logement qui a coûté 38,5 milliards d'euros en 2018, soit plus du double de la moyenne des pays de l'Union européenne. La rationalisation des compétences entre l'Etat et les collectivités est un autre morceau de choix du rapport. Bref, de quoi réveiller les oppositions engourdies par le quoi qu'il en coûte !

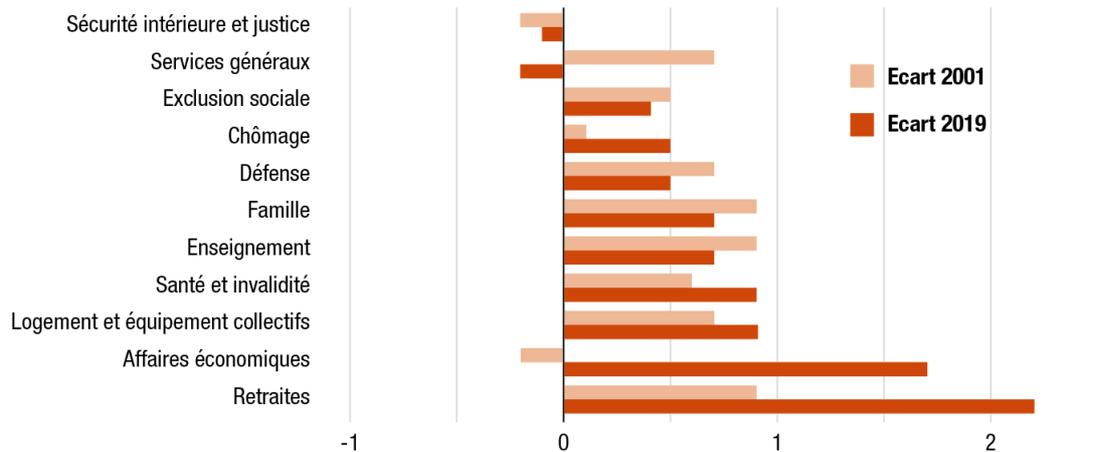
Austérité. « L'austérité n'est pas au rendez-vous, promet pourtant Pierre Moscovici. Nous voulons alerter sur le risque de la dette qui peut entraîner une perte de souveraineté face aux grands défis du futur comme la transition énergétique ou l'amélioration des services publics, notamment dans la santé et à l'école ». Le premier président de la Cour des comptes a raison. La crise va laisser des traces durables dans les comptes de la nation. Le chantier du redressement devra être ouvert dès la loi de finances pour 2023, un rythme suffisant pour que la dette reflue à partir de 2027. « Ce qui compte, c'est le calendrier », assure le président de la Cour.

Dans la stratégie de sortie de crise de la Cour, la maîtrise des dépenses doit accompagner le soutien à la croissance. Le rapport appelle à stopper l'irrigation au compte-goutte du désert par des aides publiques pléthoriques mais trop faibles, pour concentrer l'effort d'investissement public sur des priorités à forte valeur ajoutée : innovation, recherche, industrie et développement des compétences.

C'est tout le sujet du deuxième plan de relance poussé par l'Elysée. Pierre Moscovici est contre. « L'activité rebondit déjà rapidement », estime le magistrat. Un constat partagé par Bercy et qui voit là le succès des mesures mises en place depuis le début de la crise, y compris le premier plan de relance. Mais à Bercy, on estime que la formation professionnelle pour aider les gens qui le souhaitent à changer de travail doit encore être renforcée et que certaines filières industrielles doivent encore être aidées pour ne pas se faire dépasser par l'Allemagne. Un nouveau plan d'investissement pourrait arriver en septembre, avec la loi de finance. Peut-être avant si Emmanuel Macron le décide. Des dépenses en plus... en attendant 2023.

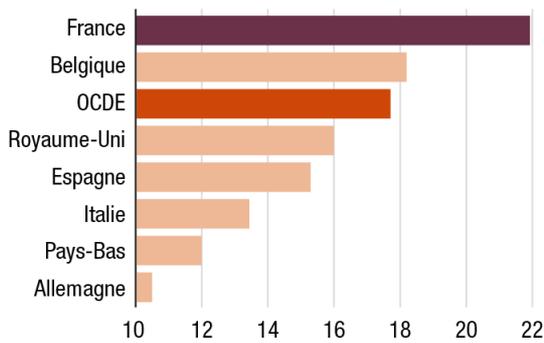
La France, une position inquiétante en Europe

Niveau de la dépense publique entre la France et la moyenne de la zone euro (Ecart en points de PIB)

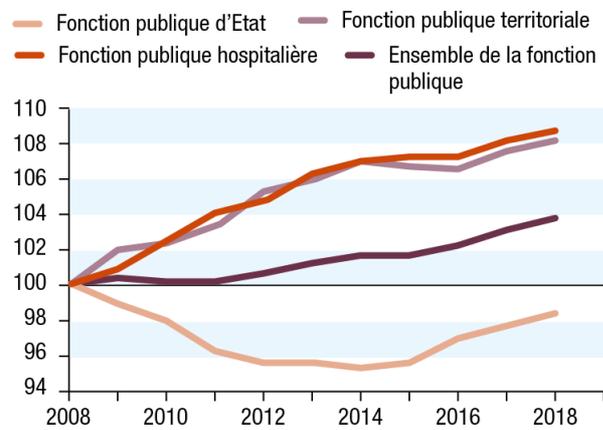


Emploi public

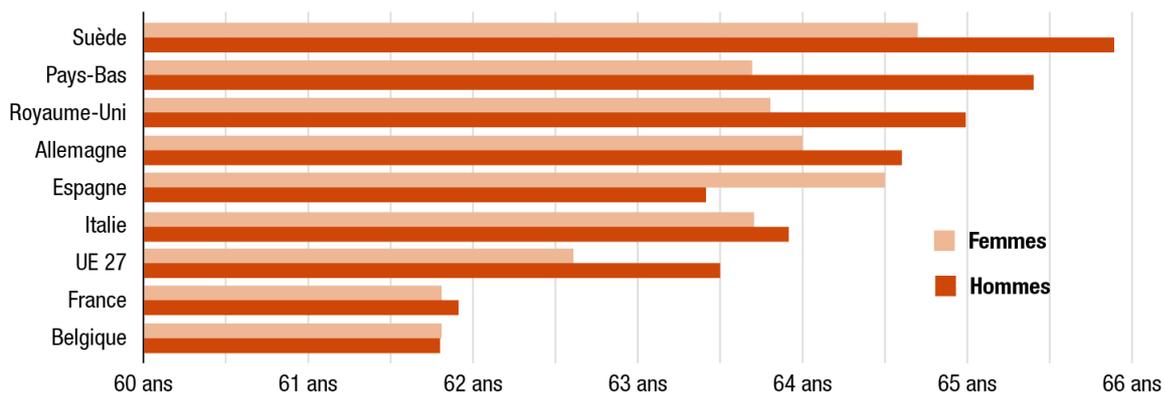
Part de l'emploi public dans l'emploi total en 2017 (en %)



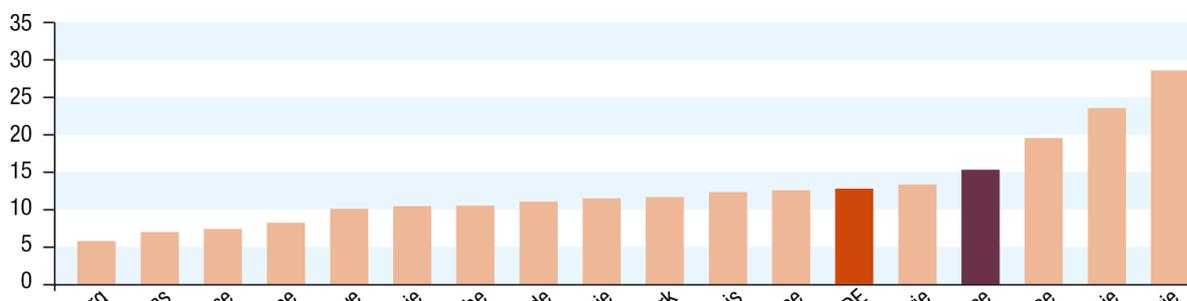
Evolution des effectifs en France (base 100 en 2008)



Age moyen de sortie du marché du travail en 2017



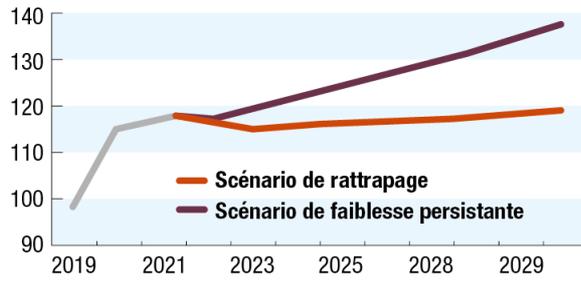
Part des jeunes de 15-29 ans n'étant ni en emploi, ni en études, ni en formation (Neet) en 2019



Luxembourg, Pays-Bas, Suisse, Allemagne, Rép.-Tchèque, Estonie, Autriche, Irlande, Lituanie, Danemark, États-Unis, Pologne, Moyenne OCDE, Hongrie, France, Grèce, Colombie, Turquie

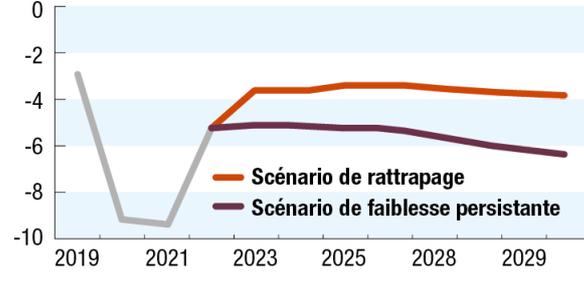
France : dette publique

(en % de PIB)



Déficit public

(en % de PIB)



SOURCE : COUR DES COMPTES